

ELEMENTS D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

*Conseil Métropolitain
Réunion du 24 février 2025*

SOMMAIRE

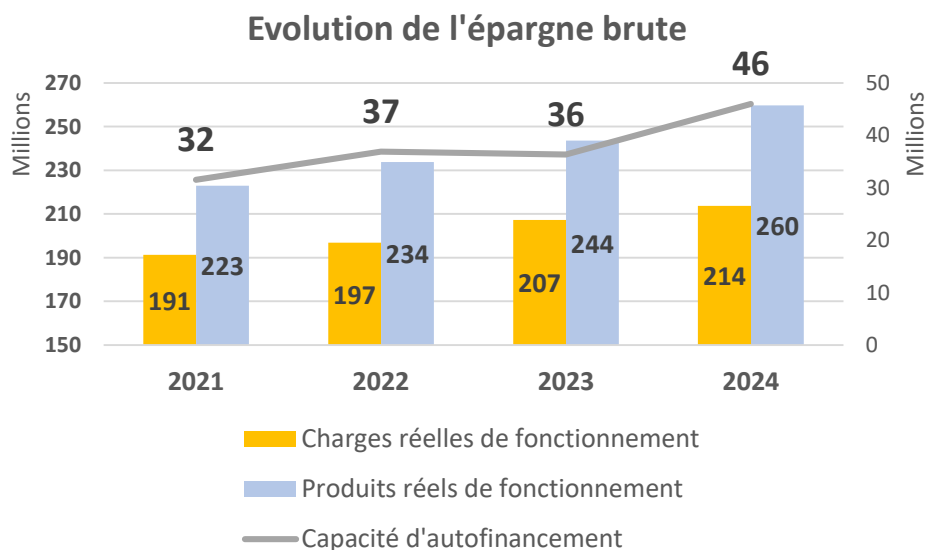
1. Orientations budgétaires 2025 du Budget Principal
2. Prospective budgétaire 2025-2030 du Budget Principal
3. Budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement
4. Prospectives budgétaires 2025-2030 des budgets annexes
5. Endettement.

1 - Les orientations budgétaires 2025 du Budget Principal

Le contexte de la préparation du budget primitif 2025

*2024 = données provisoires

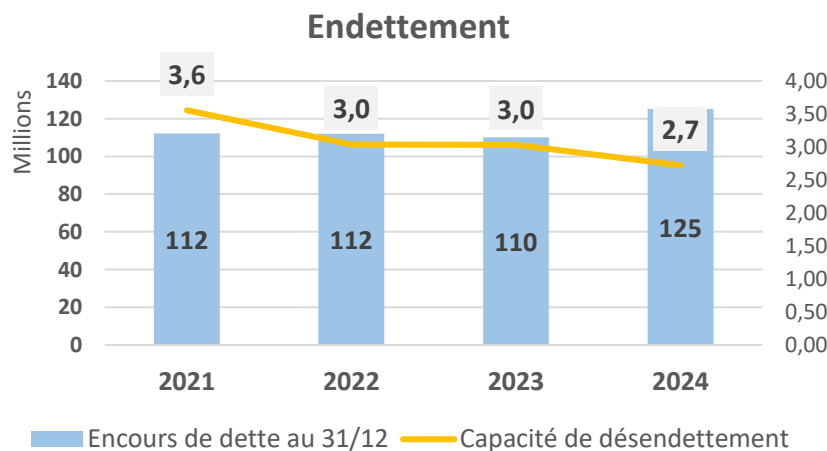
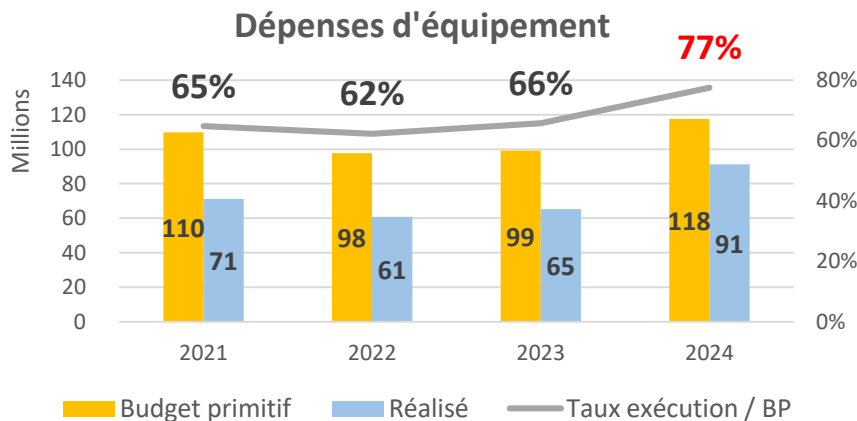
- Les résultats issus du CA 2024 sont le premier déterminant du projet de budget 2025 et une rétrospective budgétaire sur les années 2021 à 2024* permet d'apprécier l'évolution de la situation financière de la Métropole au cours de ces dernières années :



- L'épargne brute progresserait significativement en 2024 (+10M€) avec la perception de recettes « exceptionnelles » (cessions, boni CPA) et la moindre progression des dépenses (baisse inflation, énergie).

Le contexte de la préparation du budget primitif 2025 (suite)

*2024 = données provisoires



- Les dépenses d'équipement sont en nette progression en 2024 (91M€), d'où un taux de réalisation élevé (77%)
- Ce niveau de dépenses d'équipement est le plus élevé du mandat actuel
- L'importance du niveau des dépenses d'équipement a nécessité un recours accru à l'emprunt (28,4M€ empruntés en 2024),
- d'où un niveau d'endettement en hausse (+15M€),
- l'épargne brute ayant augmentée, la capacité de désendettement n'est pas détériorée.

Le contexte de la préparation du budget primitif 2025 (suite)

*2024 = données provisoires

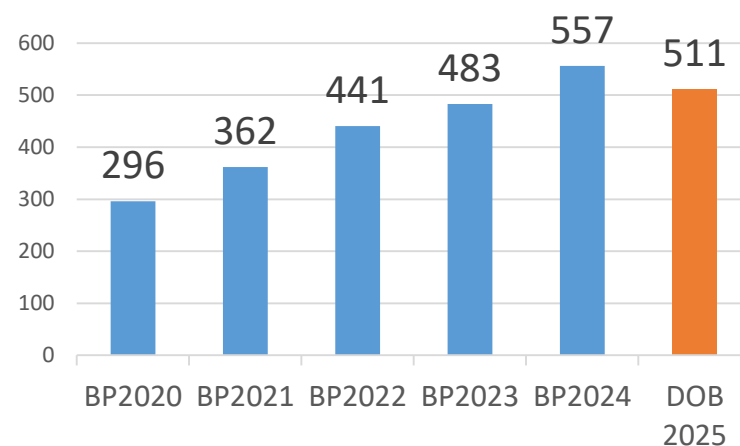
En M€	2023	2024 *
Résultats de clôture :		
Résultat de fonctionnement	25,1	39,7
Solde d'investissement	5,0	-9,1
Total :	30,0	30,7
Reprise au BP N+1 (affectation) :		
> 002 en Fonctionnement (recette)	25,1	30,7
> 001 / 1068 en Investissement (recette)	5,0	9,1
> 001 en Investissement (dépense)	0,0	-9,1
Total :	30,0	30,7

- Il ressort de ces indicateurs financiers que la situation financière au niveau du budget principal de la métropole est bonne à la fin de l'exercice 2024 et que les résultats de 2024 repris sur 2025 seront en augmentation.

- Mais le reste à financer des AP/CP progresse d'année en année.
- D'où la nécessité de mesurer la capacité de la métropole à financer son programme d'investissement

Cf. Partie 2 prospective financière

Reste à financer des AP/CP



Le contexte de la préparation du budget primitif 2025 (suite)

- La première simulation de budget 2025 avec les hypothèses de reconduction des taux d'imposition sans augmentation et un recours à l'emprunt porté à 30M€ faisait apparaître un **déséquilibre de la section d'investissement de 78M€** ;
- Ce déséquilibre confirme l'analyse issue des perspectives budgétaires produites depuis l'année 2022 qui relevaient la discordance entre la capacité d'investissement de la Métropole de l'ordre de 70 M€ et l'importance du plan pluriannuel d'investissement (programmation des AP/CP).

Les crédits de paiement 2025 au moment du lancement de la préparation budgétaire totalisaient 182M€ ;

- La présentation qui suit est le résultat du travail mené sur le projet de budget 2025 lors des réunions avec les VP menées par le VP aux finances, puis avec le Président, pour **parvenir à rétablir l'équilibre budgétaire du BP 2025 avec** :
 - des arbitrages rendus en fonctionnement (-6M€)
 - des arbitrages rendus en investissement (-58M€)
 - le recours accru à l'emprunt (+14M€).
- A noter que la portée budgétaire du PLF 2025 n'est pas connue à ce jour et que dans sa version « Barnier », elle avait été mesurée à hauteur de 7,6M€. Il est proposé d'inscrire une réserve limitée à 3M€.
- **Ce projet de budget 2025 reste à finaliser pour déterminer précisément les inscriptions budgétaires, mais les orientations budgétaires sont maintenant connues et vous sont soumises.**

Les recettes réelles de fonctionnement

Produits réels de fonctionnement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
002 Résultat reporté	25,1	25,1	30,7	5,6	22,4%
70 Produits des services	21,2	21,4	21,0	-0,1	-0,7%
73 Impôts et taxes	174,5	174,3	174,5	0,0	0,0%
74 Dotations et participations	48,8	51,0	49,4	0,6	1,2%
Autres produits	5,5	13,0	4,2	-1,2	-22,8%
Total Recettes réelles	275,1	284,8	279,9	4,8	1,7%

Les produits augmentent de 4,8M€ par rapport au BP 2024. Cette variation englobe :

- le résultat reporté de 2024 en augmentation de **+5,6M€** ;
- L'absence de dynamisme de la fiscalité (**0M€**), fiscalité issue principalement du reversement de TVA (77M€), de la TEOM (50,4M€), de la CFE (31,3M€),
- Les dotations et subventions à percevoir augmentent (**+0,6M€**), mais cette hausse provient des subventions pour le soutien du tri sélectif (+0,6M€) et des compensations fiscales d'exonération en matière de CFE (+0,5M€), alors que les dotations de l'Etat diminuent (-0,6M€).
- Divers produits non reconductibles sur 2025 (boni CPA 1,2M€)

Les dépenses réelles de fonctionnement

Charges réelles de fonctionnement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
011 Charges générales	70,1	66,1	68,2	-1,9	-2,7%
012 Charges de personnel	75,1	73,4	76,6	1,4	1,9%
014 Atténuations de produits	51,2	49,5	47,3	-3,9	-7,6%
65 Autres charges courantes	17,5	22,0	29,2	11,7	66,8%

- des charges à caractère général (-1,9M€) en lien avec les objectifs de la lettre de cadrage d'une réduction des crédits de -2%,
- des charges de personnel (+1,4M€) avec la hausse du taux de cotisation URSSAF (+0,3M€), CNRACL (+1M€), le GVT (+0,4M€), vacance frictionnelle (-0,3M€) etc.
- Les atténuations de produit diminuent de -3,9M€ avec :
 - les attributions de compensation (AC) versées aux communes minorées de -5,9M€ dont -6,2M€ pour tenir compte du transfert de charge du contingent incendie versé au SDIS ;
 - +1M€ mis en réserve au titre du PLF 2025 à venir (soit 3M€ au total) ;
 - +0,8M€ pour l'ajustement du produit issu de la TVA de 2024 (régularisation attendue sur 2025).
- Les autres charges de gestion courantes augmentent principalement en raison du contingent versé au SDIS (+7,2M€), des compétences sociales déléguées au CD37 (+0,5M€ - FSL, FAJ, prévention spécialisée), des FDC en faveur des communes (+2M€).

Les dépenses réelles de fonctionnement (suite)

Charges réelles de fonctionnement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
65 Contribution SMT	0,0	0,0	3,0	3,0	-
66 Charges financières	2,4	2,3	3,1	0,6	26,2%
Autres charges	0,4	0,3	0,1	-0,2	-71,1%
Total Dépenses réelles	216,7	213,7	227,4	10,7	4,9%

- Une contribution au SMT de 3M€ est à prévoir en 2025 pour soutenir le syndicat qui porte le projet de création de la ligne 2 de Tram ;
- des charges financières augmentent en raison de la hausse des taux d'intérêts et du recours accru à l'emprunt dans le courant de l'année 2024 et à prévoir en cours d'année 2025 (voir ci-après).

Ainsi, globalement, les dépenses réelles de fonctionnement augmenteraient de +10,7M€ par rapport au BP2024.

Les recettes réelles d'investissement

Recettes réelles d'investissement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
001 Résultat reporté	5,0	5,0	0,0	-5,0	-100,0%
10-13 Dotations et subventions	23,9	21,6	24,5	0,6	2,4%
132 Financements communes	15,3	13,4	17,9	2,6	17,1%
16 Emprunt	32,3	28,4	44,1	11,9	36,8%
024 Cessions	3,3		3,3		
Autres Opérations	4,5	3,6	2,3	-2,1	-47,8%
Total Recettes réelles	84,2	72,0	92,2	7,9	9,4%

Les recettes d'investissement apparaîtraient en hausse par rapport au BP2024 avec :

- les subventions (+0,6M€) ;
- des financements en provenance des communes avec les attributions de compensation versées par les communes au titre de l'enveloppe 2 (+2M€) et les FDC (+0,6M€) ;
- l'emprunt prévisionnel d'équilibre est prévu à hauteur de 44,1M€ alors qu'en 2024, ce sont 28,4M€ d'emprunts qui ont été effectivement mobilisés (voir ci-après situation en matière d'endettement) ;
- des cessions d'immobilisations (3,3M€) dont celles au niveau de la ZA Monconseil à Tours (2M€), du parc beauregard à Rochecorbon (0,6M€). La cession des 2 pépinières est prévue et mise à l'étude.

Les dépenses réelles d'investissement

Dépenses réelles d'investissement	BP 2024	Estim 2024	Projet BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à BP (%)
16 Remboursement emprunt	15,5	13,3	13,6	-1,9	-12,2%
26-27 Opérations financières	1,5	1,3	0,1	-1,4	-96,6%
20 à 23 Dépenses d'équipement hors subventions SMT	117,6	91,1	121,3	3,7	3,1%
204 Contribution SMT	0,0	0,0	2,5	2,5	-
S/Total Dépenses d'équipement	117,6	91,1	123,8	6,2	5,2%
Autres Opérations	8,0	6,5	7,2	-0,8	-10,5%
Total Dépenses réelles	142,6	112,4	144,7	2,0	1,4%

- Le programme annuel d'investissement serait légèrement supérieur au niveau du BP2024 avec 123,8 M€, soit +6,2M€ par rapport au BP 2024 ;
- La répartition par politique publique des AP/CP est simulée dans les pages suivantes.

>> Crédits d'investissement des principales politiques publiques (selon les AP/CP) :

Principales politiques publiques	BP 2024	CA 2024	DOB 2025	Var. DOB2025 / BP2024	Commentaires DOB 2025 sf.*
A - Développement économique	21,3	19,6	14,6	-6,7	
A1 Soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises	5,6	4,7	4,5	-1,0	dont PA Grand Mortier Les Yvaudières (1,1M€), MAME (2,3M€)
A3 Innovation, recherche et enseignement supérieur	10,2	12,0	6,6	-3,6	dont extension Polytech (2,8M€) et cité formation (1,2M€), Certem 5.0 (1M€)
A5 Développement touristique	2,1	1,3	1,5	-0,6	Tourisme à vélo (0,7M€), Parc des expo (+0,5M€).
A7 Aménagement d'un aéroport durable	3,2	1,5	1,9	-1,3	dont opération sous mandat (1,3M€)
B - Environnement, énergies et cadre de vie	27,2	10,3	21,9	-5,3	
B1 Transition écologique, prévention risques	17,5	4,9	10,7	-6,7	dont FDC fond vert (5,8M€), PPRT (3,4M€), PAT (0,4M€), parc Gloriette (0,4M€)
B2 Energies et réseaux de chaleur	0,9	0,4	1,6	0,7	Réseaux De Chaleur Urbain (1,1M€)
B3 Assainissement - Eaux pluviales	2,5	0,8	5,4	2,9	Dévoisement pour 2ème ligne Tram (4,5M€)
B4 Gestion durable des déchets	4,0	3,2	2,5	-1,5	Prg Containerisation (1,8M€)

>> Suite
crédits
invest.
principales
politiques
publiques :

Principales politiques publiques	BP 2024	CA 2024	DOB 2025	Var. DOB2025 / BP2024	Commentaires DOB 2025 sf.*
C - Infrastructures et espaces publics	48,3	44,9	60,9	12,6	
C1 Politique globale d'infrastructures	23,3	27,1	31,6	8,3	dont schéma 2 roues (9M€), Pont d'Arcole (6M€), Parvis de la gare SPDC (4,2M€)
C2 Travaux et aménagements dans les communes	24,1	17,6	25,8	1,7	Enveloppe 2
C3 Soutien aux projets de mobilité durable	0,0	0,0	3,2	3,2	Ligne 2 Tram (2,5M€), Halte ferrovière Fondettes (1,2M€).
D - Aménagement, habitat et solidarités	9,8	7,6	9,9	0,1	
D1 Planification urbaine	0,9	0,7	0,8	-0,1	
D3 Accès au logement et qualité de l'habitat	5,6	5,5	5,0	-0,6	* En 2024, titres participatifs Tours Métropole Habitat (1M€)
D4 Politique de la ville et cohésion sociale	1,6	0,9	1,6	0,0	dont NPNRU Rabaterie SPDC (0,9M€)
D5 Accueil des gens du voyages	1,3	0,3	2,2	0,9	dont terrains familiaux Ballan Miré (2M€)
F - Sport	4,6	3,7	4,1	-0,5	
F1 Equipements sportifs	4,6	3,7	4,1	-0,5	
G - Pilotage de l'action publique	9,7	7,1	14,0	4,3	
G1 Systèmes d'information	1,3	1,0	1,9	0,6	
G2 Logistique et patrimoine	3,6	3,0	4,1	0,5	
G3 FDC en faveur des communes	4,8	3,1	8,0	3,1	
Total général	121,3	93,4	125,8	4,6	

L'équilibre global du projet de budget principal

Section de fonctionnement			
Recettes réelles	249,2	Dépenses réelles	227,4
Recettes d'ordre	7,0	Dotation d'ordre	37,0
Résultat reporté de 2023	30,7	Virement prévisionnel	22,5
Total	286,9	Total	286,9
Section d'investissement			
Recettes réelles hors dette	48,0	Dépenses d'équipement	123,8
Recours à l'emprunt	44,1	Remboursement emprunt	13,6
Recettes d'ordre	39,0	Autres dépenses réelles	7,3
Virement prévisionnel	22,5	Dotation d'ordre	9,0
Solde positif 2023	0,0		
Total	153,7	Total	153,7
Total Budget principal 2025			
Total	440,6	Total	440,6

La Métropole maintiendra en 2025 un niveau important de financement des communes membres :

- Enveloppe consacrée à la dotation de solidarité communautaire en 2025 maintenue aux 6,8M€ depuis la revalorisation de 2021 ;
- Prise en charge de l'évolution des montants des contingents incendie versés au SDIS entre 2016 et 2025 : 1M€ ;
- **Aucune affectation minimale en investissement des FDC de droit commun** : le pacte fiscal et financier prévoyait l'augmentation de cette part minimale en investissement (+20% / an et sur 5 ans de 2022 à 2026). **Ainsi, les communes peuvent décider en 2025 d'affecter la totalité de leur FDC de droit commun en fonctionnement ;**
- **Renouvellement d'un Fonds Vert Métropolitain de 5M€ (3^{ème} enveloppe) pour les années 2025 à 2027 :**
 - Dates limites du 1^{er} octobre 2026 pour solliciter ce FDC, du 1^{er} janvier 2025 pour démarrer l'opération, du 1^{er} octobre 2027 pour en justifier les dépenses ;
 - Financement recommandé de 3 projets au maximum afin de soutenir des projets « importants ».

Les engagements de la métropole auprès des communes en 2025 (suite) :

- **L'introduction d'un fonds de concours exceptionnel d'investissement de 350k€ / commune** (projet de règlement au conseil métropolitain du 31/03) :
 - Dates limites du 1^{er} décembre 2025 pour solliciter ce FDC, du 1^{er} juillet 2023 pour démarrer l'opération, opération non achevée au 1^{er} janvier 2025, du 1^{er} octobre 2026 pour en justifier les dépenses ;
 - Financement recommandé de 3 projets au maximum afin de soutenir des projets « importants ».
 - Faculté de réorienter le FDC sur l'enveloppe 2 pour l'ensemble des communes.
- Le maintien des autres dispositifs de reversement existants à ce jour :
 - Fonds Vert Métropolitain 1 et 2 ;
 - Fonds de soutien aux communes (dit « EX-CRST »)

Nouveauté avec la faculté de réorienter le FDC sur l'enveloppe 2 pour l'ensemble des communes (projet d'avenant au règlement au conseil métropolitain du 24 février 2025) : faculté auparavant limitée aux seules communes de 3.500 habitants et moins ;

- Fonds de concours en faveur des communes de 3 500 habitant et moins ;
- Fonds de concours piscines (+15k€ / équipement) ;
- Reversement du produit issu de la Taxe d'aménagement.

2 - Prospective budgétaire 2025-2030 du Budget Principal

Les simulations des équilibres budgétaires futurs s'appuient sur les données des orientations budgétaires 2025 pour simuler les comptes administratifs des années 2025 à 2030 : elles sont donc « théoriques », mais permettent de donner une vision de la trajectoire financière future toutes choses égales par ailleurs.

Pour mémoire, **les précédentes prospectives budgétaires** telles que présentées depuis 2022 concluaient par :

- la discordance entre la capacité d'investissement de la Métropole (70 M€) et l'importance du plan pluriannuel d'investissement avec des crédits de paiement annuel excédant ce montant (exemple des CP 2025 qui totalisaient 182 M€ fin 2024) ;
- une contribution financière attendue par le SMT essentiellement en fonctionnement, qui a des conséquences fortes sur la capacité de la Métropole à en assurer la charge,
- ni le recours accru à l'emprunt, ni une baisse éventuelle du niveau d'investissement peuvent constituer une solution,
- nécessité pour les équilibres budgétaires futurs du maintien du niveau₁₉ d'autofinancement requis.

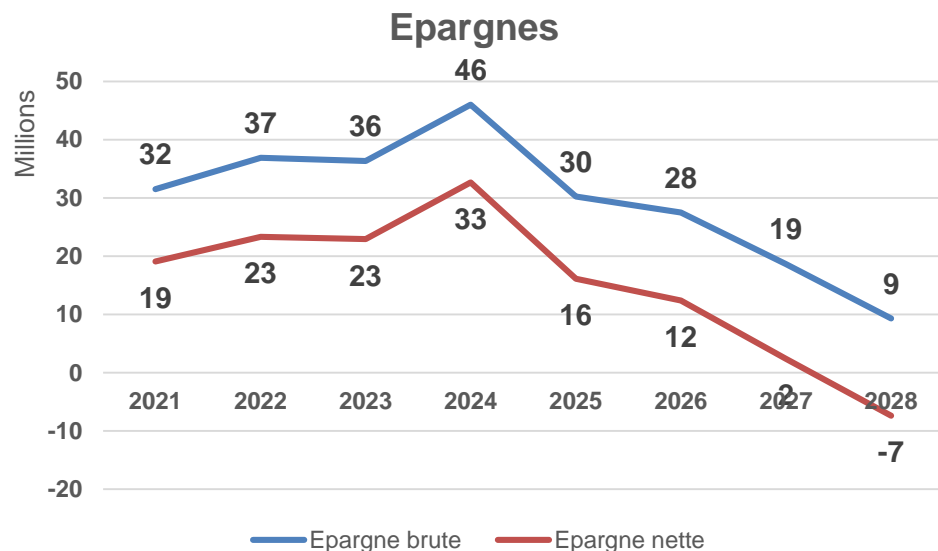
Les principales hypothèses de la prospective budgétaire :

D'importantes incertitudes pèsent sur les déterminants des futurs équilibres budgétaires (prochains PLF, évolution de la fiscalité, des taux d'intérêts etc.). Pour autant seule une prospective permet de s'assurer que la trajectoire financière est soutenable à moyen terme.

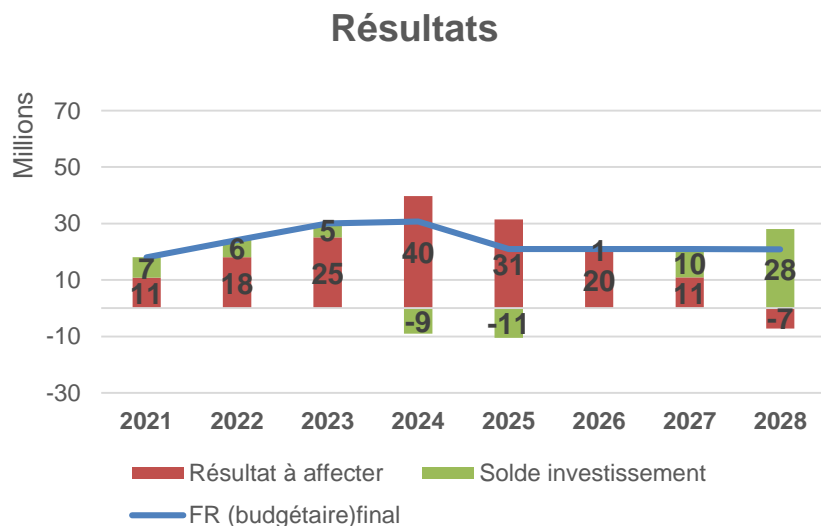
Fonctionnement		Hypothèses	Evolution annuelle
Recettes	Fiscalité	Ralentissement du dynamisme observé par le passé	+1%
	Dotations Etat	Diminution au même rythme que les années passées	-1%
Dépenses	Personnel	Effectif constant : les créations de postes sont compensées par des suppressions	+2,5%
	Charges de gestion courantes	Charges à caractère général	+2%
		Autres charges de gestion courantes dont les subventions	0%
	Subvention SMT	Financement ligne 2 de Tram : de 3M€ en 2025 à 14M€ en 2030	-

Investissement		Hypothèses
Recettes	Emprunts	Selon besoin de financement pour les dépenses d'équipement et pour le maintien d'un fond de roulement minimum de 20M€. Simulation des remboursements d'emprunts sur une durée de 20 ans et au taux de 3,5%.
Dépenses	Dépenses d'équipement	Dépense annuelle de 90M€ + besoin de financement du SMT

NB : données simulées uniquement jusqu'en 2028, car à partir de cette année là, l'épargne nette devient négative.

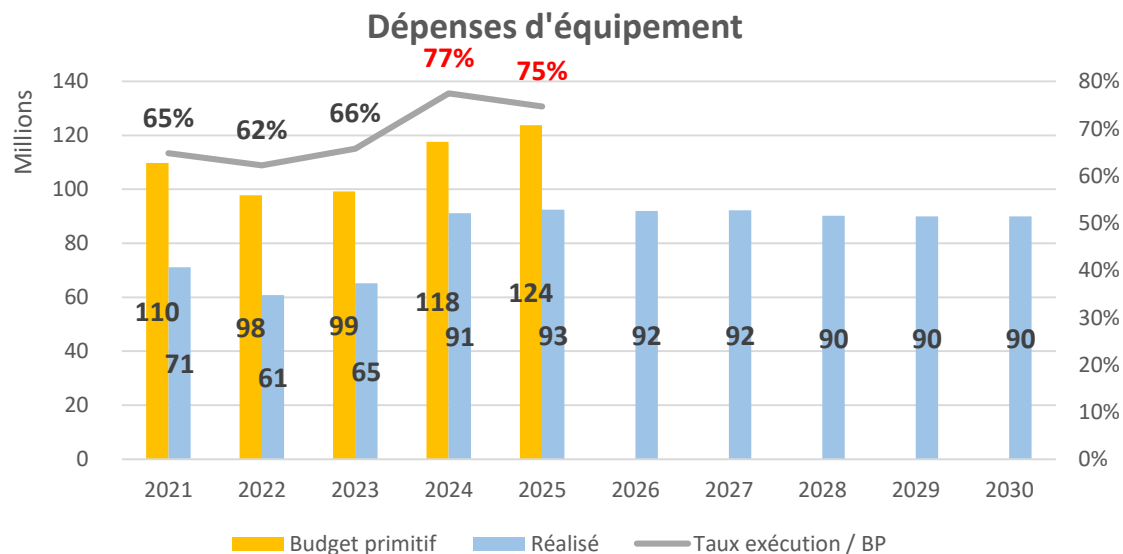


- Le niveau des épargnes s'est amélioré jusqu'en 2024,
- et devrait ensuite se dégrader au fil du temps compte tenu de l'absence de dynamisme en recettes et de la progression des dépenses.

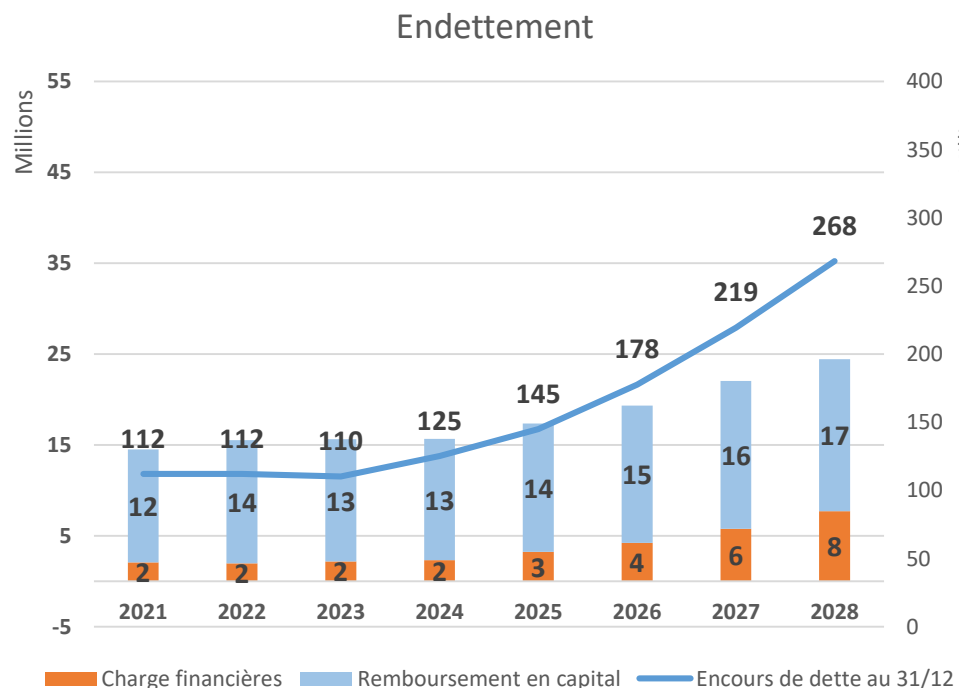


- Le maintien du niveau de fonds de roulement à 20M€ est nécessaire afin de pouvoir honorer le paiement des factures.
- Mais il implique à/c de 2027 de dégager un excédent d'investissement compte tenu de l'insuffisance du résultat de fonctionnement à affecter.

- Le taux d'exécution du programme annuel d'investissement (dépenses réelles d'investissement) s'est amélioré depuis 2023 (**>75%**) par rapport aux années passées (près de 70%) ;
- La programmation pluriannuelle des investissements suivie au travers des AP/CP évoluerait au BP2025 et totaliserait 511M€ de reste à financer.
- L'hypothèse retenue est que l'importance des crédits de paiement issus des AP/CP pourrait se traduire par un niveau de dépenses annuelles d'investissement d'environ **90M€ / an**

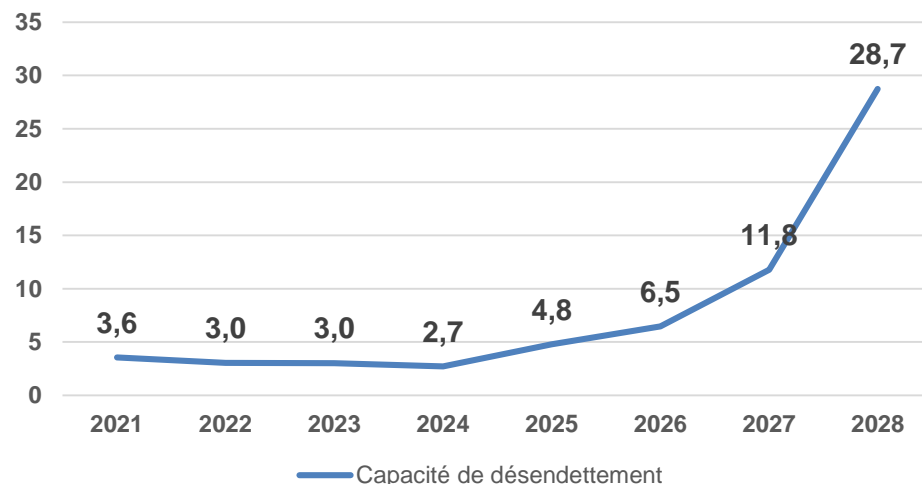


- Ce programme annuel d'investissement d'environ 90M€ / an impliquerait un recours accru à l'emprunt.
- Avec l'hypothèse d'un ajustement du niveau de recours à l'emprunt en fonction du besoin de financement, **la prospective budgétaire** aboutit aux résultats suivants :



- Alors que le niveau de l'endettement est maîtrisé de 2020 à 2023, il passerait de 110M€ fin 2023 à 268M€ fin 2028.
- D'où une annuité de l'ordre de 15M€ de 2020 à 2023 qui progresserait ensuite pour atteindre 25M€ en 2028.

Capacité de désendettement



- La capacité de désendettement s'est établie autour de 3 ans jusqu'en 2024.
- Et progresserait ensuite pour atteindre des valeurs insoutenables à compter de 2028.

Les conclusions des précédentes prospectives budgétaires sont confirmées : la métropole ne dispose pas des ressources suffisantes pour financer l'importance de son plan pluriannuel d'investissement actuel.

Sous réserve des évolutions du cadre financier (futurs PLF, nouvelles dispositions législatives ou réglementaires), le maintien des équilibres budgétaires suppose la révision du plan pluriannuel d'investissement (décalage ou suppression d'opérations) et un travail sur la section de fonctionnement pour le maintien d'un niveau d'épargne suffisant.

3 - Budgets annexes

Budget annexe de l'assainissement

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
Fonctionnement	Recettes d'exploitation de l'année	25,7	25,9	25,1	-0,6
	Résultat reporté de N-1	4,7	4,7	5,4	0,8
	Total des recettes	30,3	30,6	30,5	0,2
	Dépenses d'exploitation	20,6	19,3	19,1	-1,4
	Autofinancement	9,8	11,3	11,4	1,6
	Total des dépenses	30,3	30,6	30,5	0,2
		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
investissement	Autofinancement	9,8	11,3	11,4	1,6
	Subventions	4,8	1,9	8,0	3,2
	Emprunt nouveau	6,2	6,2	4,7	-1,5
	Affectation résultat ou Solde positif de N-1	1,8	1,8	3,9	2,1
	Total des recettes d'investissement	22,6	21,2	27,9	5,3
	Dépenses d'équipement	19,2	8,5	26,0	6,9
	Solde d'investissement reporté de N-1	1,8	1,8	0,0	-1,8
	Remboursement emprunt	1,7	1,6	1,9	0,2
	Total des dépenses d'investissement	22,6	11,9	27,9	5,3

Le programme d'investissement de 2025 intègre le dévoiement de réseaux pour la construction de la ligne 2 de Tram (6,2M€).

Budget annexe de l'assainissement (suite) : programmation pluriannuelle des investissements

La programmation annuelle des AP/CP telle qu'elle ressortirait du projet de BP2025 fait apparaître un reste à financer de 66,1M€ qui se répartit de la manière suivante :

Principales AP	CP Reste à financer (>1M€)	CP 2025	CP 2026	CP 2027
20200 Branchements particuliers (refacturation)	2,1	1,0	1,2	0,0
20600 Station d'épuration (rénov.& tvx neufs)	3,9	1,8	2,1	0,0
20901 Transfert EFFLUENT de Savonnières > G.DAVID	7,5	0,5	3,5	3,5
20902 Suppress.stations épuration Parcay Rochecorbon	1,6	1,3	0,2	0,0
AP200400 Etudes et diagnostics	1,5	0,9	0,6	0,0
AP200900 Travaux réseaux d'eau usées	11,9	5,3	6,7	0,0
TRAMWAY LIGNE 2	33,0	6,2	22,8	4,0
Total général	66,1	20,0	38,5	7,5

Budget annexe de l'Eau

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
Fonctionnement	Recettes d'exploitation de l'année	22,0	23,8	25,2	3,2
	Résultat reporté de N-1	2,4	2,4	8,6	6,2
	Total des recettes	24,4	26,2	33,8	9,4
	Dépenses d'exploitation	14,7	12,9	18,6	3,9
	Autofinancement	9,6	13,4	15,2	5,5
	Total des dépenses	24,4	26,2	33,8	9,4

		BP 2024	CA 2024 provisoire	Projet BP 2025	Evolution de BP à BP
investissement	Autofinancement	9,6	13,4	15,2	5,5
	Subventions	1,4	0,2	1,4	0,0
	Emprunt nouveau	7,4	7,3	7,5	0,1
	Affectation résultat ou Solde positif de N-1	7,6	7,6	0,4	-7,3
	Total des recettes d'investissement	26,1	28,5	24,5	-1,6
	Dépenses d'équipement	17,1	10,4	22,7	5,7
	Solde d'investissement reporté de N-1	7,6	7,6	0,0	-7,6
	Remboursement emprunt	1,4	1,5	1,7	0,3
	Total des dépenses d'investissement	26,1	19,5	24,5	-1,6

Le programme d'investissement de 2025 intègre le dévoiement de réseaux pour la construction de la ligne 2 de Tram (3M€).

Budget annexe de l'eau (suite) : programmation pluriannuelle des investissements

La programmation annuelle des AP/CP telle qu'elle ressortirait du projet de BP2025 fait apparaître un reste à financer de 69,3M€ qui se répartit de la manière suivante :

Principales AP	CP Reste à financer (>1M€)	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP >2027
AP200200 Réseau distribution	21,4	9,6	11,8	0,0	0,0
AP200300 Production Stockage Eau Potable	6,7	4,1	2,6	0,0	0,0
AP200500 Constructions et Foncier	5,1	0,4	2,3	2,2	0,1
AP22100 Tramway Ligne 2	10,0	3,0	6,0	1,0	0,0
AP22110 Unité traitement haute performance	24,9	0,6	7,5	12,0	4,9
Total général	69,3	18,7	30,3	15,2	5,0

4 – Prospectives Budgétaires 2025-2030 Budgets Annexes

Les simulations des équilibres budgétaires futurs s'appuient sur les données des orientations budgétaires 2025 pour simuler les comptes administratifs des années 2025 à 2030 : elles sont donc « théoriques », mais permettent de donner une vision de la trajectoire financière future toutes choses égales par ailleurs.

Pour mémoire, **les précédentes prospectives budgétaires** telle que présentées en 2023 concluait par :

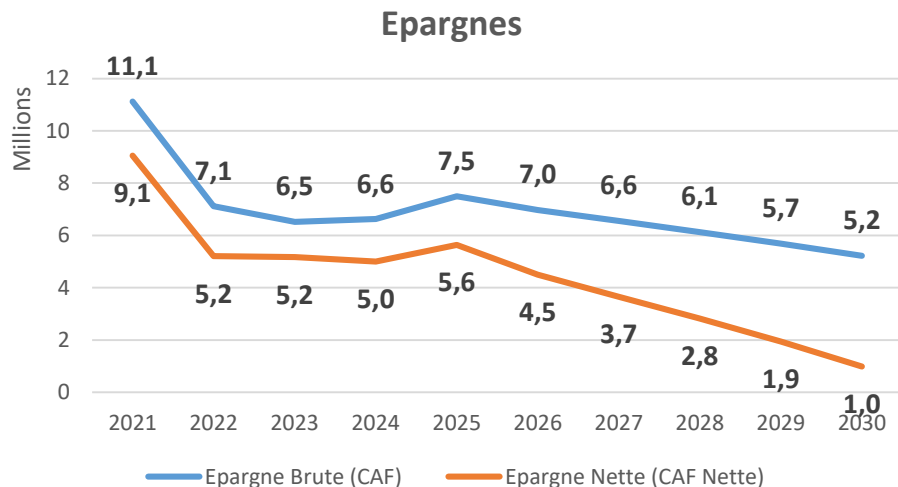
- La dégradation de la situation financière du **budget annexe de l'assainissement** impliquait une forte revalorisation de la redevance assainissement qui ne pouvait pas être étalée dans le temps. Le choix final a été de l'augmenter en 2024 en la fixant à 1,38 euros (+14%).
- A contrario, malgré la situation financière tendue du **budget annexe de l'Eau**, la redevance Eau n'a pas été revalorisée compte tenu de la période actuelle d'harmonisation du prix de l'eau qui implique déjà des hausses du prix de l'eau payé par certains usagers.

Les principales hypothèses des prospectives budgétaires Assainissement et Eau :

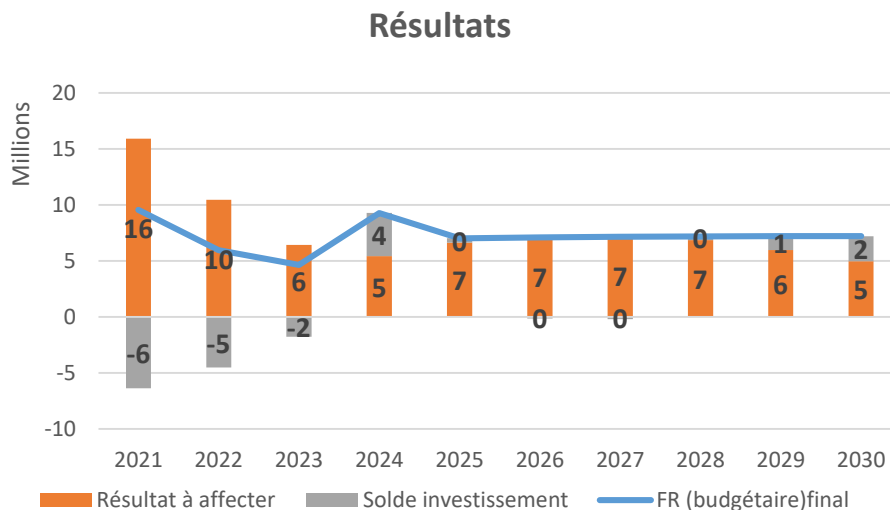
Fonctionnement		Hypothèses	Evolution annuelle
Recettes	Recettes usagers	Assainissement : évolution tarifaire +2,5% / an, mais diminution consommation.	+1%
		Eau : harmonisation prix de l'Eau jusqu'en 2028.	+2% jusqu'en 2028 puis +1%
Dépenses	Personnel	Effectif constant : les créations de postes sont compensées par des suppressions	+2,5%
	Charges de gestion courantes	Charges à caractère général, reversements redevances Agence de l'Eau, perte sur créances irrécouvrables etc.	De 0% à +2%

Investissement		Hypothèses
Recettes	Nouveaux Emprunts	Selon besoin de financement lié au programme annuel d'investissement et afin de maintenir un fond de roulement minimum de 8M€
Dépenses	Dépenses d'équipement	Assainissement : 12M€ + dévoiement réseaux Pluvial (25M€) et Assainissement (8M€) pour ligne 2 Tram.
		Eau : 12M€ + Dévoiement réseaux pour ligne 2 Tram (10M€) + Nouvelle Usine (25M€) + Locaux techniques St Cyr (5M€)

La prospective 2025-2030 du budget annexe de l'Assainissement



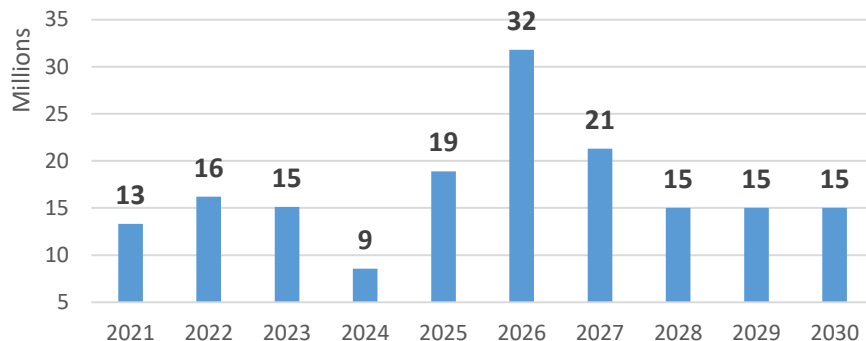
- Le niveau des épargnes s'est dégradé jusqu'en 2023,
- pour ensuite se maintenir en 2024 avec la revalorisation de la redevance,
- mais serait amené à diminuer au fil du temps compte tenu de l'insuffisance de la dynamique des recettes (<1%) par rapport à l'évolution des dépenses (>3%)



- le maintien du niveau du fonds de roulement à 7M€ est nécessaire pour honorer les paiements de factures.
- Mais il implique de dégager un excédent d'investissement à/c de 2029 compte tenu de l'insuffisance du résultat de fonctionnement à affecter.

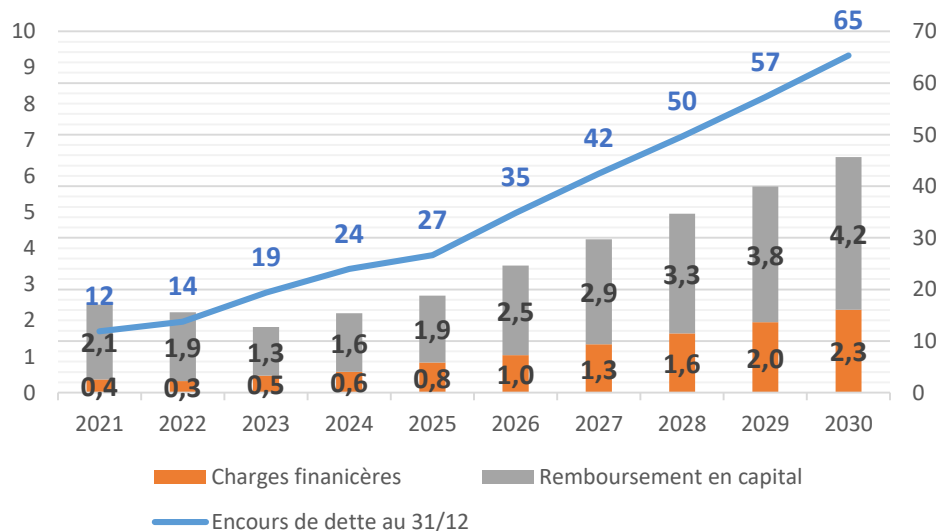
La prospective 2025-2030 du budget annexe de l'Assainissement (suite)

Dépenses d'équipement



- les dépenses d'équipements augmentent de 2025 à 2027 pour le dévoiement des réseaux nécessaire à la création de la ligne 2 de tram.

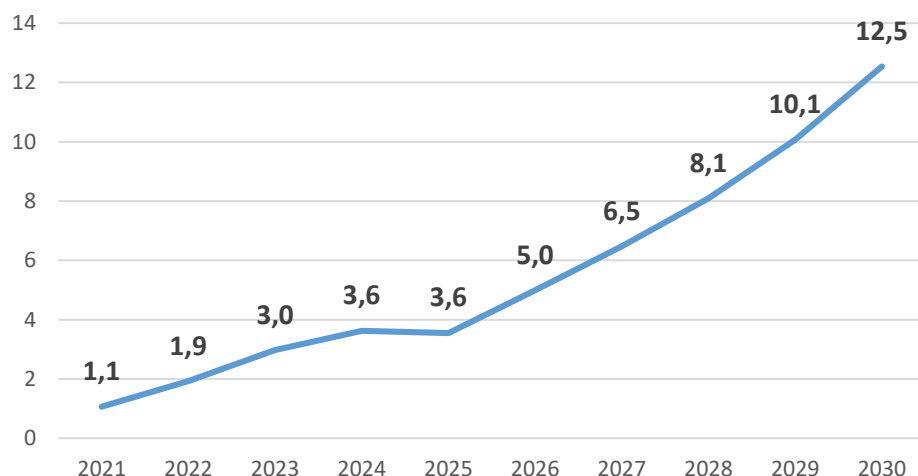
Endettement



- Pour le financement des dépenses d'équipement et afin de dégager un excédent d'investissement,
- Il est nécessaire de recourir à l'emprunt, d'où un endettement et une annuité en augmentation.

La prospective 2025-2030 du budget annexe de l'Assainissement (suite)

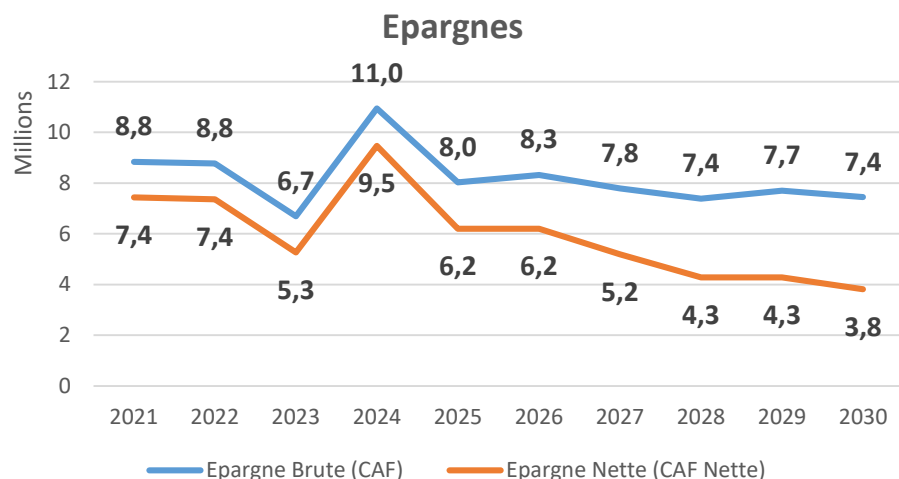
Capacité de désendettement



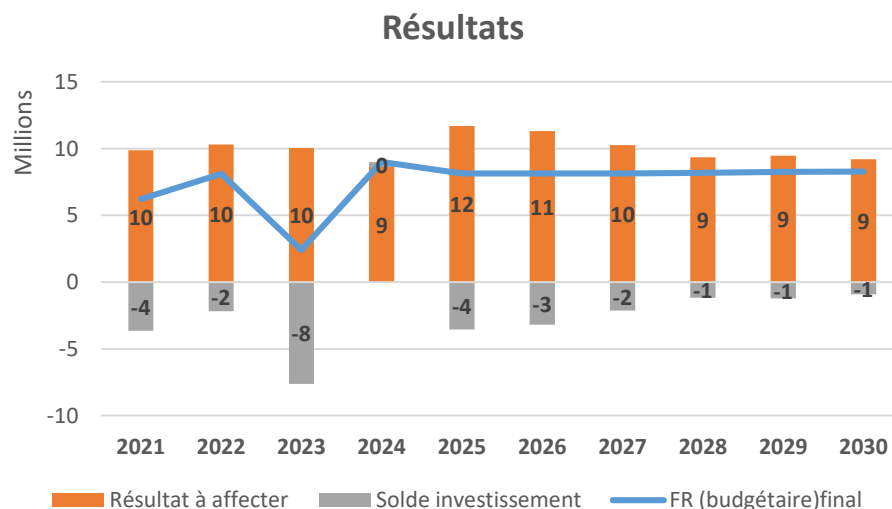
- La capacité de désendettement est bonne en 2024 (<6 ans)
- l'augmentation de l'endettement et la diminution de l'épargne induisent la dégradation de la capacité de désendettement.
- le seuil critique de 11-12 ans est atteint en 2030.

Considérant la dégradation du niveau de l'épargne qui ne peut durablement être compensée par le seul recours à l'emprunt, **la prospective budgétaire actualisée confirme qu'un nouvel ajustement du niveau de la redevance assainissement risque de devenir nécessaire à moyen terme.**

La prospective 2025-2030 du budget annexe de l'Eau



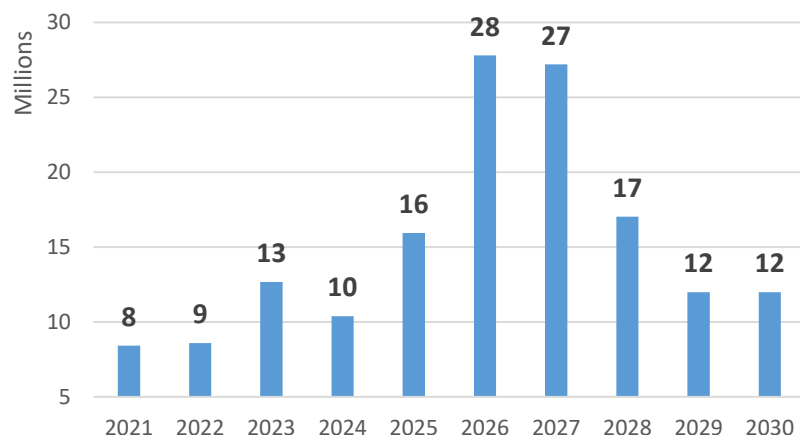
- Le niveau des épargnes s'est dégradé en 2023, mais a été rétabli en 2024,
- Il serait amené à diminuer légèrement au fil du temps compte tenu de l'insuffisance de la dynamique des recettes (<1%) par rapport à l'évolution des dépenses (> 2%)



- le maintien du niveau du fonds de roulement à 8M€ est nécessaire pour honorer les paiements de factures
- Le résultat de fonctionnement à affecter est suffisant pour couvrir une partie du besoin de financement de l'investissement jusqu'en 2030.

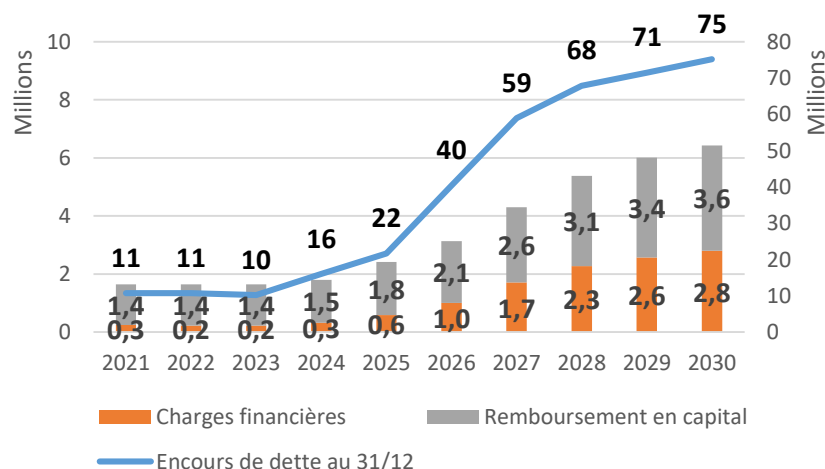
La prospective 2025-2030 du budget annexe de l'Eau (suite)

Dépenses d'équipement



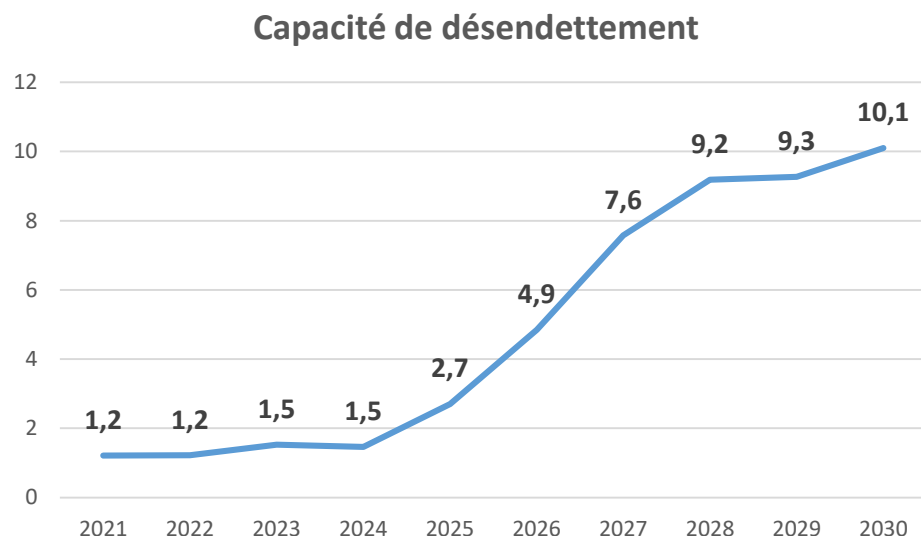
- les dépenses d'équipements augmentent de 2025 à 2028 pour le dévoiement des réseaux nécessaire à la création de la ligne 2 de tram,

Endettement



- Pour le financement des dépenses d'équipement,
- Il est nécessaire de recourir à l'emprunt, d'où un endettement et une annuité en augmentation.

La prospective 2025-2030 du budget annexe de l'Eau (suite)



- La capacité de désendettement est très bonne en 2024 (<3 ans)
- L'augmentation de l'endettement et la diminution de l'épargne induisent une augmentation de la durée de la capacité de désendettement : **le seuil critique de 11-12 ans n'est pas atteint.**

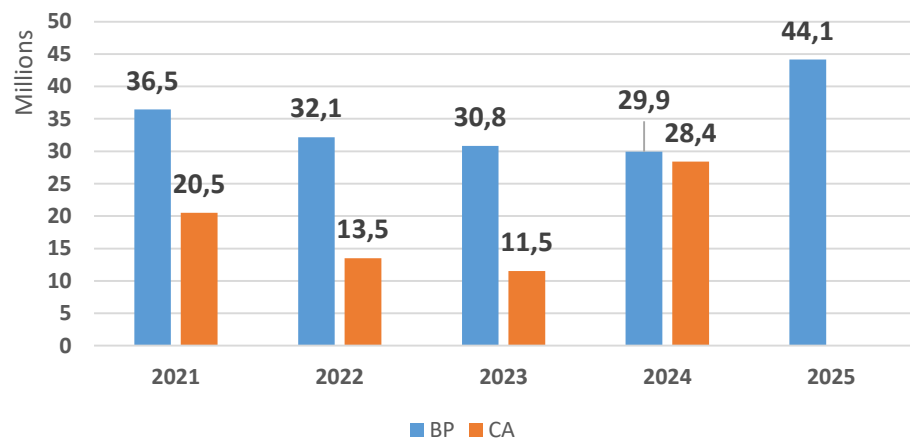
Considérant que la légère dégradation du niveau de l'épargne peut être compensée par le recours à l'emprunt dans les prochaines années, **la prospective budgétaire actualisée tend à démontrer qu'un ajustement du niveau de la redevance eau n'est pas rendu nécessaire à moyen terme.**

5 - Endettement



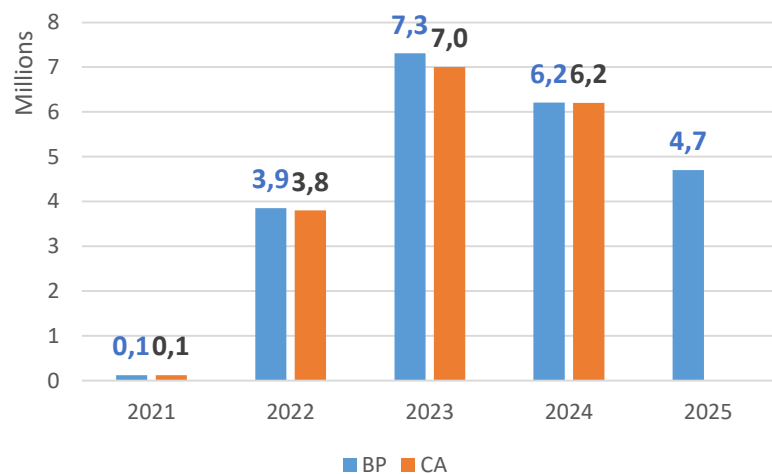
Niveau de recours à l'emprunt de la Métropole

Budget Principal - Nouveaux Emprunts

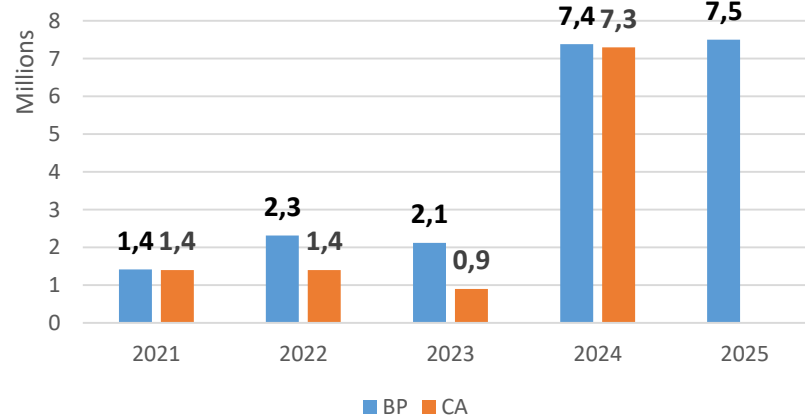


- le niveau de recours à l'emprunt effectif est proche du niveau prévisionnel du budget primitif.
- À l'exception des années 2021 à 2023 du seul budget principal.

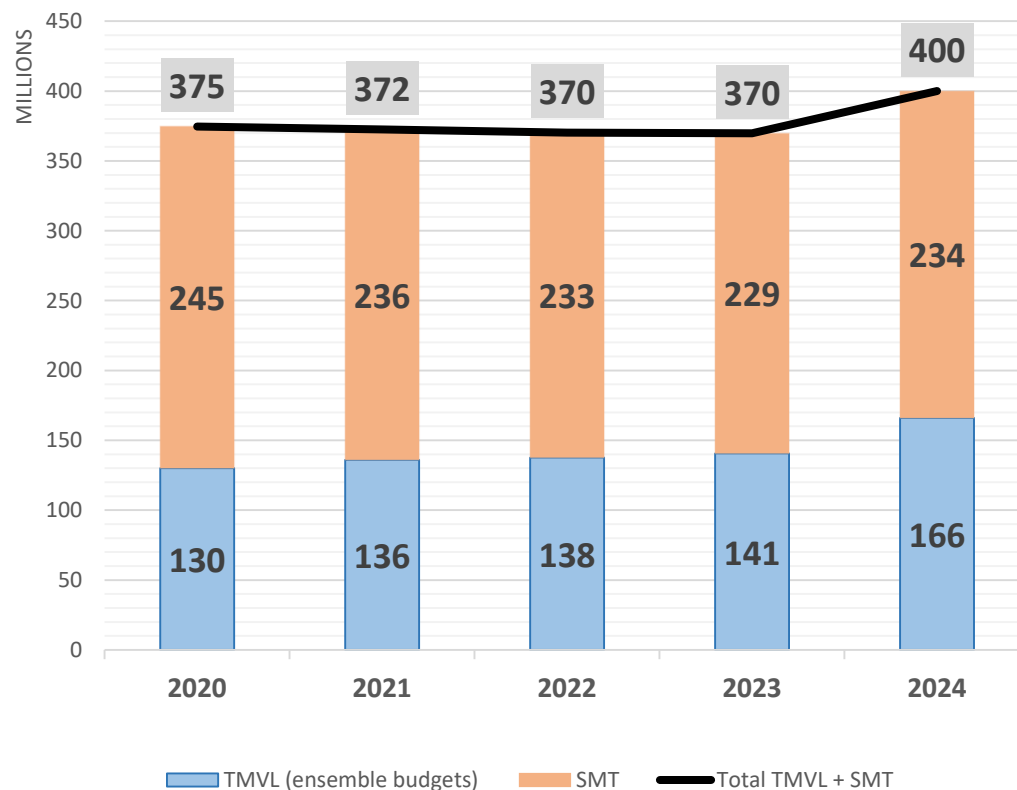
Assainissement - Nouveaux Emprunts



Eau - Nouveaux Emprunts



Evolution de la dette consolidée Métropole + Syndicat des mobilités



Variation endettement
2023/2024 :

TMVL + SMT = +8%

TMVL = +18%

SMT = +2%

En 2024, tant la métropole que le SMT ont augmenté leurs dépenses d'équipement, d'où un recours accru au financement par emprunt et donc une hausse du niveau de l'endettement.

Les orientations 2025 de l'endettement pour la Métropole :

	Dette début 2025	Rembourse- ment Emprunts	Nouveaux Emprunts prévisionnels	Dette maximale fin 2025
BUDGET PRINCIPAL -				
Emprunt courant	125,2	13,6	44,1	155,7
BUDGET				
ASSAINISSEMENT	24,0	1,9	4,7	26,8
BUDGET EAU	16,0	1,7	7,5	21,8
BUDGET				
CREMATORIUM	0,8	0,1	0,0	0,7
METROPOLE - Total	166,0	17,4	56,3	205,0

⇒ Par différence entre les remboursements d'emprunts (17,4M€) et les nouveaux emprunts prévisionnels (56,3M€), la dette progresserait potentiellement de +39M€ en 2025.